

grave désarroi moral et matériel, la Yougoslavie s'est retrouvée elle-même; au moment des plus grandes épreuves, son régime autoritaire, lui aussi, s'est définitivement engagé dans la voie qui conduit sûrement à un avenir meilleur. Jusqu'à 1928, la démocratie conduisait la politique de l'Etat yougoslave dans le sens des intérêts d'une bourgeoisie peu solide et emportée par la mégalomanie; par cette ligne de conduite on a essayé de résoudre toutes les questions les plus pressantes, sociales et nationales, de la Yougoslavie. Les résultats de cette politique ne pouvaient être que négatifs : la ville seule, et nullement les campagnes, étant l'artisan de la différenciation micronationaliste (serbe, croate et slovène) et de la perturbation sociale et économique, il est évident que la politique de l'Etat, conduite sur la voie purement bourgeoise, ne pouvait que creuser davantage l'abîme entre les égoïsmes maladifs et insatiables de ces trois bourgeoisies. Et quand cette politique fit banqueroute (en 1928), le régime autoritaire devait en tirer les conséquences logiques. Les éléments de l'extrême gauche affirment qu'il ne les a pas tirées, professant l'opinion qu'après l'échec de la politique bourgeoise de l'Etat il aurait fallu faire table rase de la bourgeoisie elle-même. Ces derniers oublient que la tentative d'une telle solution radicale, faite par Stambolisky, a jeté la Bulgarie dans un sanglant cercle vicieux d'où elle ne peut sortir même dix ans après la tragédie de Stambolisky. Contraire aux solutions brutales